



Communiqué commun CGT– FO – FSU – Solidaires – CNT educ – UNEF – UNL, du Rhône

Pour les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens : **la CGT, FO, FSU Solidaires, CNT educ, UNEF et UNL, du Rhône** réunies le 11 septembre 2018, un constat s'impose et se renforce, celui d'une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.

Cette politique, ainsi que les mesures encore récemment annoncées par le gouvernement, relèvent d'une logique d'individualisation. Elle met à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de la cohésion sociale, et fragilisant une fois de plus les plus faibles, les précaires et les plus démunis, en ayant recours à la répression antisyndicale.

Qu'il s'agisse :

- des risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ;
- de la remise en cause du droit à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur, la casse de l'apprentissage et par le gaspillage que constitue le service national universel ;
- des atteintes au service public, en particulier CAP 22 ;
- des destructions d'emplois au travers de la désindustrialisation
- des attaques portées à notre système de santé ;
- de la destruction de notre système de retraites ;
- du gel des prestations sociales

Face à cette situation, les organisations syndicales signataires de ce communiqué revendiquent l'augmentation générale des salaires, retraites et pensions, traitements et minima sociaux.

Par ailleurs, nos revendications concernent également l'amélioration des conditions de travail, la défense de la sécurité sociale, le maintien du régime d'assurance-chômage et des droits afférents, l'abandon de toutes les régressions qui impactent le service public et les agents de la fonction publique, le refus d'un régime universel de retraites par points et le maintien de tous les régimes existants.

Les organisations signataires du Rhône appellent le gouvernement à entendre les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es, et qu'il ne soit plus uniquement guidé par l'obsessionnelle diminution de la dépense publique. Au moment où est annoncée une fois encore l'explosion des dividendes en France et dans le monde, il est temps de mener une politique de partage des richesses pour augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social et à la conquête de nouveaux droits.

C'est pourquoi, les organisations signataires du Rhône décident de faire du 9 octobre prochain une première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne.

A Lyon, toutes et tous en grève et en manifestation le 9 octobre 2018 :

Départ à 11H, place Jules Ferry (devant ancienne gare de Brotteaux) en direction de la place Bellecour

Lyon, le 12 septembre 2018